

ARRETE MUNICIPAL N° A2023-768
AUTORISANT UNE OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
ROUTE DE VER
DU 25 au 29 septembre 2023

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE COURSEULLES S/MER

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967 sur la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu le Code de la route,

Vu le Code de la Voirie Routière

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et suivants et L2213-1 et suivants, et L2122-18,

Vu la demande de l'entreprise COLAS en date du 19 septembre 2023,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental, en date du 21 septembre 2023,

Vu l'avis favorable de la Direction des Services Techniques, en date du 21 septembre 2023,

Vu l'arrêté municipal n°2020-280 du 22 juin 2020 portant délégation de fonctions et de signature au bénéfice du 5^{ème} Adjoint, Monsieur Francis NICAISE,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures pour assurer l'ordre, la sécurité des intervenants et de la population,

Considérant la nécessité d'assurer le parfait déroulement des travaux de création d'une bouche d'engouffrement (avaloir) sur la route de Ver dans le cadre des travaux de « LA VELOMARITIME » par l'entreprise COLAS – 25 rue de l'Avenir – 14650 CARPIQUET,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprise COLAS est autorisée à occuper le domaine public, route de Ver, au niveau de l'intersection avec l'Avenue du banc aux oiseaux, pour la création d'une bouche d'engouffrement (avaloir) dans le cadre des travaux de « LA VELOMARITIME », **du 25 au 29 septembre 2023.**

ARTICLE 2 : La CIRCULATION sera modifiée et se fera sur chaussée rétrécie avec feux d'alternats, route de Ver, au niveau de l'intersection avec l'Avenue du banc aux oiseaux, **du 25 au 29 septembre 2023.**

ARTICLE 3 : La signalisation du chantier sera, selon la situation rencontrée, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8^{ème} partie, signalisation temporaire). Elle sera mise en place par l'entreprise.

Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

L'absence de la signalisation pour cause de vol, dégradation, dommage ou remplacement ne modifie pas les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de la notification.

ARTICLE 6 : Madame Le Maire, Monsieur L'adjoint au maire en charge de la sécurité, Monsieur le commandant de la communauté de Brigade de Courseulles-sur-Mer, Monsieur le responsable de la police Municipale, ainsi que le pétitionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera l'objet d'une insertion au registre des actes de l'exécutif et d'une publication.

Fait à COURSEULLES S/MER, le 20/09/2023

Signé le 24 Septembre 2023

Publié le 26 septembre 2023

Pour le Maire et par délégation

Le Maire Adjoint



Francis NICAISE